



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18-01-2017

Conférence pour la paix au Proche-Orient: rien n'a bougé

La conférence de Paris, à l'initiative de la France, s'est tenue le 15 janvier. Elle a réuni soixante-quinze participants: États et organisations internationales.

L'État d'Israël, qui vient d'être condamné par l'ONU pour sa politique de colonisation (résolution 2334) était physiquement absent comme l'était l'autorité palestinienne.

Le premier ministre israélien avait par avance prévenu que cette conférence était nulle et non avenue et sans conséquence pour la politique israélienne : celle de colonisation et d'annexion à terme des territoires palestiniens.

Il ne sera pas déçu par la déclaration finale de la conférence et par les assurances que lui ont prodiguées ses principaux supports et alliés. Si la conférence a rappelé les résolutions de l'ONU et la solution de la constitution de deux États (résolution 194 de l'ONU depuis 1947): un israélien et un palestinien, elle s'est bien gardée de condamner, ce que souhaitaient les représentants de Ligue Arabe, le projet des USA de transfert de son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem. Un tel transfert à Jérusalem qui n'est pas considéré

par la communauté internationale comme capitale d'Israël, serait en effet un signal fort de soutien à la politique israélienne d'annexion de la Palestine toute entière.

Les représentants des USA, du Royaume Uni et de l'Egypte avec le silence complice de la France ont ainsi permis à Israël de sortir sans dommage de cette conférence.

Tout indique que dans l'affrontement intra-impérialiste qui se déroule au Proche- et au Moyen-Orient pour le dépeçage et le repartage des zones d'influences, Israël constitue un pivot de la politique des principaux protagonistes de cet affrontement.

Il n'y a donc eu aucune avancée à la conférence de Paris. Le problème de fond demeure. Il est grand temps que l'État palestinien soit reconnu dans les frontières tracées par l'ONU.

Nous exigeons que la France condamne la politique d'annexion israélienne et reconnaisse l'État palestinien. Pour faire pression sur l'État d'Israël, il faut rompre les relations économiques, culturelles et diplomatiques avec lui.

Nous soutenons la lutte du peuple palestinien dans sa conquête d'un état libre et indépendant, et lui exprimons notre plus profonde solidarité.